



Les salariés de Fralib sont déterminés. Ils ont l'intention d'étudier de plus près le dispositif qui permet au groupe d'éviter l'impôt à une partie de ses bénéfices.

Fralib. Le comité de groupe demande au CE de Gémenos d'initier l'expertise sur les flux financiers d'Unilever vers la Suisse.

Les salariés passeront les comptes au peigne fin

■ Réuni lundi et mardi, le Comité de Unilever France, composé de représentants des salariés du groupe dans tout le pays, a publié une résolution dans laquelle il soutient l'idée d'une expertise quant aux flux financiers générés par la mise en œuvre d'une réorganisation et la création de société en suisse.

« Depuis la mise en place progressive en 2007 du projet Mountain, les membres du Comité de groupe ainsi d'ailleurs que les autres représentants des salariés au sein des institutions représentatives du personnel dans les différentes sociétés du Groupe s'interrogent légitimement sur la régularité et la légalité des mécanismes de for-

mation des prix entre les sociétés françaises du Groupe Unilever et la société suisse USCC » indique le texte voté à l'unanimité moins une abstention.

Ils s'interrogent également sur « la régularité des flux financiers générés par la mise en œuvre de cette nouvelle organisation et ses conséquences sur la situation financière réelle des sociétés françaises » et « la conformité des montages financiers mis en œuvre au regard du droit fiscal français ».

Pour le moment, 7 CE sur 10 sont entrés dans la démarche

D'où le sentiment « qu'une expertise s'impose sur ces différents

thèmes ». Une démarche dont le Comité de groupe « recommande » qu'elle « soit initiée par le Comité d'Entreprise de Fralib SU Gémenos » en appelant « les autres Comités d'Entreprises à s'associer à cette démarche compte tenu du caractère général des conséquences de cette organisation ».

A ce jour, sept comités d'entreprises sur les dix que compte le groupe sont entrés dans le processus : Gémenos (Lipton, Eléphant Tchae), Compiègne (Dove, Timoteï, Signal, Sunsilk), Duppigheim 1 (Knorr Soupe déshydraté), Duppigheim 2 (Knorr Soupe en brique), Saint-Vulba (Sun), Saint-Dizier (Miko) et Rueil Mal-

maison (CE Unilever siège).

Les salariés de Fralib dénoncent « depuis plusieurs années ces flux financiers vers la Suisse ». En effet, « nous avons décidé depuis longtemps de lancer cette expertise, bien avant la décision de la fermeture de l'usine ». La décision du groupe de mettre sur le carreau 182 emplois pour motifs « économiques » a accéléré le processus.

Pour rappel, la direction de Fralib justifie sa décision de fermer l'usine de Gémenos par le fait qu'elle produit 5,1% de l'ensemble du tonnage du groupe en Europe pour 27,1% des coûts de production.

SÉBASTIEN MADAU

Fralib. Une vœu de soutien aux salariés a été présenté hier à la Région par les élus du Front de gauche.

« La Région se mobilisera pour l'emploi »

■ Les élus régionaux du Front de gauche ont présenté hier lors de la séance plénière du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, un vœu de « *solidarité avec les salariés de Fralib* ».

« *La Région soutiendra les salariés du site dans leur combat face à ce projet indigne et se mobilisera pour la sauvegarde et le développement de l'emploi industriel dans notre région* » indiquent-ils.

« *L'emploi industriel est chaque jour davantage menacé dans notre région, le capital est à l'affût du moindre dividende et ce au mépris des salariés qui font vivre leurs entreprises* » dénonce le groupe. « *Le cynisme dont font preuve les dirigeants de Fralib, filiale de la multinationale Unilever vient une nouvelle fois de le confirmer* ».

Revenant sur des propos du ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, évoquant à l'Assemblée Nationale, sur le dossier Lejaby, « *sa volonté de lutter contre les logiques purement spé-*



Les élus régionaux du Front de gauche ont déjà rendu visite aux salariés à plusieurs reprises.

culatives à l'œuvre dans l'industrie et d'inscrire sa démarche dans le cadre de la grande stratégie industrielle de relocalisation dans notre pays », les élus du Front de gauche estiment que « *conformément à ses déclarations, il relève donc de sa respon-*

sabilité de s'engager en faveur du maintien de l'emploi et de l'activité industrielle à Gémenos ».

Une délégation de salariés de l'usine de Gémenos étaient présente dans l'hémicycle.

S.M.

la Marseillaise

Samedi 23 Octobre 2010.



Les salariés toujours déterminés à maintenir l'activité sur le site de Gémenos. Gérard Cazorla, secrétaire CGT du CE, en conférence de presse. Une atmosphère toujours tendue, entre les employés et la direction.

Fralib : la procédure est lancée

La direction a remis hier les arguments économiques justifiant à ses yeux la fermeture que les syndicats contestent

Comme elle l'avait annoncé lundi (La Provence du 19 octobre), la direction du groupe Unilever a remis hier matin aux représentants du personnel de Fralib le document d'information et de consultation sur le projet de fermeture du site, où travaillent 102 personnes. "Nous avions jusqu'à hier soir pour indiquer si nous acceptions l'accord de méthode. Nous l'avons bien sûr refusé car cela reviendrait à accepter la fermeture", expliquait en fin de matinée Gérard Cazorla, secrétaire CGT du comité d'entreprise, qui tenait une conférence de presse aux côtés d'Olivier Leberquier, délégué syndical CGT. "Nous allons étudier le document, qui comporte notamment les arguments économiques du groupe que nous contestons", annonçaient hier les syndicalistes, qui ont appelé, depuis samedi dernier, le personnel à mettre en place une grève reconductible, pour participer à des actions de solidarité ponctuelles, avec le mouvement



Les représentants syndicaux hier matin, informent les salariés après leur rencontre avec la direction.

/PHOTOS FRANCK PENNANT

des produits, comme c'est le cas dans les documents remis lors du Comité d'entreprise du 22 septembre 2010, les coûts de Gémenos représentent même 29,5% ; ces fonctions sont en effet principalement assurées par les sites de Trafford Park et de Katowice."

Un argumentaire que les salariés dénoncent, estimant qu'on ne peut comparer les volumes produits dans des usines où le conditionnement se fait dans de grosses boîtes, à ceux qui sortent du site de Gémenos, dans des millions de petits sachets. "Les compétences des salariés ont toujours été reconnues", souligne Olivier Leberquier, tandis que Gérard Cazorla, qui a débüté sur le site de Camille-Flammarion, à Marseille, rappelle que "ce sont des employés de Fralib qui ont mis au point la machine pour le conditionnement des sachets de mousseline. Elle est d'ailleurs exposée à l'entrée de l'usine." Selon le document remis hier au Comité d'entreprise, le calendrier prévisionnel

"Si les emplois disparaissent, comment financer les retraites?"

"Ce n'est pas la lutte des classes, c'est de la haine de classes."

contre la réforme des retraites. De son côté, la direction, qui indique privilégier le dialogue pour "que chaque salarié puisse être accompagné le mieux possible dans les mois à venir", est déterminée à démontrer le manque de compétitivité du site de Gémenos, qui justifie à ses yeux la fermeture. Dans un communiqué, Unilever indique "Gémenos est la plus petite des 4 usines de thé et d'infusions du réseau européen d'Unilever. En 2009, elle a fabriqué 2877 tonnes de produits finis, soit 5,1% des 56 157 tonnes produites dans les 4 sites européens. Pour fabriquer ces 5,1%, Fralib a consommé plus de 20 millions d'euros, soit 27,1% des coûts de production des 4 usines (73,9 millions d'euros). En excluant les coûts de mélange et d'aromatization

LA RÉACTION du Parti socialiste d'Aubagne. Patrick Arnoux et Gérard Ramnal, responsables de la section aubagnaise du Parti socialiste, font part de ce communiqué : "Le géant Unilever a décidé de fermer la seule usine française qui produisait encore les célèbres infusions et thés Libon, menaçant 102 emplois. La section socialiste d'Aubagne-Gémenos s'élève avec force contre cette fermeture et demande au gouvernement de mettre en action son plan contre les délocalisations. Le Parti socialiste soutient les travailleurs qui luttent pour le maintien de leur outil de travail à Gémenos."

LE TÉMOIGNAGE de Martine Robert, salariée

"Qu'on nous dise que l'usine ferme pas"

C'est bien tôt l'heure de la pause, pour Martine Robert. Depuis l'annonce du projet de fermeture du site de Gémenos, cette opératrice, venue s'installer à Aubagne en 1998 avec son mari et sa fille, lorsque l'usine du Havre a fermé, continue de travailler, même si le cœur n'y est pas. "En ce moment, ma mère, qui vit en Normandie, est chez nous. On en parle, évidemment, mais on essaie de faire avec. Mais c'est sûr que dans l'usine, il y a des gens qui n'ont pas le moral, qui doivent s'inquiéter", confie cette mère d'une fille de 28 ans, et déjà grand-mère. "Mais on reste persuadé que l'usine peut rester. Ce sont de mauvaises raisons



Martine, hier matin à l'usine Fralib de Gémenos.

qu'ils nous donnent." Quant à la suite des événements, et de la procédure qui sera officiellement ouverte jeudi prochain, Martine n'attend qu'une chose "c'est qu'on nous dise que l'usine ne ferme pas."

La quinquagénaire ne se voit pas, pour l'instant, changer de vie, "s'ils pensent nous proposer des postes en Belgique ou en Pologne!"

Comme d'autres, Martine Robert est déterminée à participer aux actions proposées par les représentants syndicaux, contre la fermeture du site de Gémenos, où son mari - actuellement en arrêt de travail -, est lui aussi opérateur.

M.-C.B.

fixerait la cessation d'activité au 30 avril, et la fin de la procédure le 6 janvier. D'ici-là, un premier comité d'entreprise, dans le cadre du livre II, est prévu le 28 octobre.

Le tout dans un climat toujours tendu; hier les salariés se sont rendus dans le bureau du directeur qu'ils soupçonnaient de les avoir pris en photo depuis sa fenêtre. Ils ont aussi exigé un document signé en préambule du comité d'entreprise, stipulant que cette réunion se déroulait en dehors de la procédure du plan social, qui ne débutera que jeudi prochain. Autant dire que le dialogue ne s'établit qu'avec difficulté, en l'absence de toute confiance entre les parties.

Marie-Cécile BÉRENGER
mcberenger@laprovence-presse.fr

Fermeture de Fralib : Unilever s'explique

Le groupe a remis ses arguments aux salariés de Gémenos

La direction de l'usine Fralib, à Gémenos, dont le groupe Unilever a annoncé la fermeture, a remis hier aux représentants du personnel les documents d'information et de consultation sur le projet. Selon le calendrier prévisionnel de la procédure qui sera officiellement lancée jeudi 28 octobre, l'activité de l'usine où travaillent 182 personnes pourrait cesser le 30 avril. Toutefois, les représentants syndicaux ont refusé de signer l'accord de méthode, qui devait encadrer les discussions entre les partenaires sociaux, en vue du plan social, car "cela reviendrait à accepter la fermeture." Une situation que les salariés, dont une partie a déjà vécu un plan social, au Havre notamment, refusent toujours. "Depuis l'annonce de la fermeture, nous avons demandé aux salariés de rester calmes, nous travaillons avec notre expert pour démontrer que les arguments économiques ne tiennent pas", indiquait Gérard Cazorla, le secrétaire CGT du comité d'entreprise.

Car pour les représentants syndicaux, l'argument du manque de compétitivité du site de Gémenos, mis en avant par le groupe Unilever, n'est pas recevable. "On infuse aujourd'hui ici, on infusera en 2011, en 2012 et les années suivantes", affirmait encore Olivier Leberquier, délégué syndical CGT, qui met en avant la compétence des salariés provençaux, capables de produire des millions de sachets de thé et d'in-



Les représentants du personnel face aux salariés, après leur rencontre avec la direction, hier matin. / PHOTO FRANCK PENNANT

"On infuse aujourd'hui ici, on infusera encore en 2011, en 2012..."

fusion aromatisés et de s'adapter à un marché complexe. Pour Unilever, "Gémenos est la plus petite des 4 usines de thé et d'infusions du réseau européen d'Unilever. En 2009, elle a fabriqué 2877 tonnes de produits finis, soit 5,1% des 56 157 tonnes produites dans les 4 sites européens. Pour fabriquer ces 5,1%, Fralib a consommé plus de 20 millions d'euros, soit 27,1% des coûts de production des 4 usines." Le groupe compte donc transférer l'activité

vers Bruxelles, à 90%, et en Pologne, pour 10%.

À l'annonce de la fermeture, le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, avait demandé au préfet de région l'organisation d'une table ronde. À ce jour, la préfecture indique qu'elle pourrait avoir lieu "prochainement". En attendant, les salariés, qui n'ont pas quitté leur poste de travail, pratiquent des grèves ponctuelles, pour participer à des actions de solidarité, avec le mouvement contre la réforme des retraites car "c'est lié à notre combat: si demain il n'y a plus d'emploi industriel en France, qui financera les retraites?"

Marie-Cécile BÉRENGER

mcberenger@laprovence-presse.fr

AGRICULTURE Mollégès : les poiriers arrachés le 4 novembre

L'agriculteur des Alpilles Pierre Priolet a fixé la date où il arrachera ses hectares de poiriers : le jeudi 4 novembre. "La famille ne recevra ni condoléances, ni fleurs", écrit-il sur le site internet de son association, consommer-juste.fr, mais demande à "tous les vrais amis de se joindre à lui" à partir de 8h30, sur sa parcelle du "clos du Capoun" à Mollégès, autour d'un "repas tiré du sac". Le producteur a décidé d'arrêter les frais, après un nouvel été catastrophique : une poire Williams verte passée de 135 à 43 tonnes à la sortie de l'exploitation pour un prix de vente de 25 centimes aux distributeurs. Toutes variétés confondues, Pierre Priolet n'a obtenu que 17,9 centimes le kilo quand la cueillette revient à elle seule à... 18 centimes : à l'échelle de ses 16 hectares, les pertes financières devraient s'élever à plusieurs dizaines de milliers d'euros pour l'exercice 2010. Cette journée du 4 novembre lui permettra de rappeler sa contre-proposition : créer un réseau de vente itinérant, permettant aux agriculteurs de vendre au cul des camions leur production du jour au cœur des villes et des villages.

P.Mg.

RECHERCHE ● L'essentiel du crédit d'impôt conservé. L'essentiel du dispositif du crédit d'impôt recherche est maintenu malgré les modifications apportées par l'Assemblée nationale, a-t-on déclaré hier dans l'entourage de la ministre de l'Économie, Christine Lagarde. Les députés ont

GÉMENOS : Fralib sucre l'emploi

la Marseillaise

VENDREDI 22 OCTOBRE 2010 - 0,85 € - N° 19973 - www.lamarseillaise.fr

Social. Les salariés de l'usine de thé de Gémenos ont refusé de signer l'accord de méthode sur la fermeture du site. Le plan social leur a été remis. Une nouvelle phase de la lutte débute.

Ils le crient haut et fort : « Fralib vivra ! »

La réunion du Comité d'entreprise n'annonçait aucune surprise particulière. Comme ils l'avaient annoncé, les salariés de l'usine de thé Fralib, située à Gémenos, ont refusé de signer l'accord de méthode prévoyant la fermeture pure et simple de l'usine, supprimant 192 emplois. Ils avaient jusqu'à mercredi 19h pour le signer.

Du coup, la direction leur a remis les documents du « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE), autrefois appelé « plan social ».

À la sortie de la réunion, Gérard Cazorla, secrétaire (CGT) du CE a dénoncé « une haine de classe » de la part de la direction. « Pas question de signer cet accord. Le signer c'est accepter la fermeture. Nous, nous sommes décidés à nous battre pour le maintien de l'usine et de l'emploi industriel à Gémenos ».

La première réunion de discussion sur le PSE aura lieu le 28 octobre prochain. Elle portera sur le Livre II, relatif aux notions économiques du projet de fermeture.

Selon la direction en effet, les coûts de production seraient trop importants à Gémenos. D'où son intention de délocaliser la production à Bruxelles. « Nous allons démontrer qu'ils mentent » affirme Gérard Cazorla. « Comment peut-on croire qu'il n'y a pas d'argent alors que la multinationale a reversé plus d'un milliard de dividendes à ses actionnaires en 2 ans et 60 millions rien qu'à Fralib ». Quant à Serge Bonatti, secrétaire régional de la Fédération CGT de l'agroalimentaire, il tient à rappeler que « l'usine a bénéficié pendant 10 ans d'exonérations fiscales lors de son installation à Gémenos suite à la fermeture du chantier naval de La Ciotat. Dès que ces exonérations se sont terminées, elle a cherché un moyen de sortir de l'impôt des bénéfices en direction de la Suisse ». A ce propos, le Comité de groupe a décidé lundi à Paris de lancer une expertise fiscale sur ces flux financiers. Jusqu'à présent, les



Les représentants du personnel ont informé les salariés dès leur sortie de la réunion du CE.

salariés avaient choisi d'assurer normalement la production.

Un préavis de grève reconductible
Depuis, un préavis de grève reconductible a été déposé. « Cela nous permettra de mener des actions dans l'usine et à l'extérieur quand les salariés le décideront » précise Olivier Leberquier, délégué syndical (CGT). « À partir du moment où c'est décidé par les travailleurs, on ne s'interdit rien ».

En se battant depuis plusieurs années au sein du groupe « pour la répartition des richesses et du travail », comme ces 58 jours de grève au printemps dernier, les Fralib entendent lier toutes les luttes actuelles. À commencer par celle

contre la réforme des retraites. « Maintenir l'emploi, c'est maintenir les salaires et donc les cotisations pour la retraite » explique Gérard Cazorla. De plus, « comment accepter que les bas salaires soient supprimés par les licenciements et que les hauts salaires soient plafonnés par le bouclier fiscal ? » ajoute Olivier Leberquier. Les salariés ont désormais l'intention de « faire sortir le conflit en dehors de l'usine ». Des délégations de Fralib Gémenos sont allées lundi sur tous les sites français du groupe pour les alerter de la situation. Les consommateurs devraient aussi rapidement être informés afin de mener la bataille sur plusieurs fronts.

SÉRASIEN MADAU

La direction insiste sur les motifs « économiques » de la fermeture

« À défaut de la signature d'un accord de méthode par les organisations syndicales, la Direction entend démarrer la consultation dans un esprit de dialogue » indique la direction de Fralib Gémenos. A l'issue de la réunion, Angel Llovera, président de Fralib a déclaré que « même si un accord de méthode n'a pu être signé, je souhaite désormais faire avancer le processus d'information et de consultation. Je prends l'engagement de tout mettre en œuvre pour que les conditions du dialogue soient réunies et que chaque salarié puisse être accompagné le mieux possible dans les mois à venir ». Des propos qui auront du mal à satisfaire les salariés. « Il a fallu qu'on lui fasse noter par écrit que la réunion de ce jeudi était hors-procédure alors qu'il voulait la faire passer dans la procédure afin de nous sucrer une réunion de discussion à la fin. Et ce alors qu'on a beaucoup de choses à lui dire » dénonce Gérard Cazorla, secrétaire du CE. Selon la direction « les documents remis aux représentants du personnel puis aux salariés

présentent en détail la justification économique de ce projet et les mesures envisagées dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi ». Des arguments que les salariés sont bien déterminés à démonter. Dans un communiqué, l'entreprise affirme que l'accord prévoyait « le renforcement du calendrier d'information et de consultation », « des moyens élargis pour informer les salariés et soutenir leurs représentants, en bénéficiant immédiatement de l'aide d'un expert pour examiner les mesures sociales et les motivations économiques » et « un dispositif de mesures sociales aux conditions identiques à celles du plan de sauvegarde de l'emploi de 2007, permettant aux salariés de réfléchir et se projeter dès à présent dans un projet professionnel qui réponde à leurs attentes ». Elle semble s'étonner de la décision des salariés de ne pas signer l'accord. La perspective de chômage pour plus de 180 familles est sûrement une raison suffisante.

S.M.

Repères

Olivier Leberquier, délégué syndical (CGT) : « La direction du groupe dit qu'on coûte trop cher. Dans une boîte de thé vendue, la part de nos salaires représente à peine 15 centimes.

Bernard Gleize, (fédération CGT de l'agroalimentaire) : « Nous avons gagné nos deux dernières batailles : St-Louis Sucre et Nestlé. Nous mènerons la bataille ici à Fralib de la même manière ».

Motion ce matin à la Région

Une délégation de salariés sera présente ce matin à la réunion plénière du Conseil régional, invitée par le groupe des élus du Front de gauche. Ces derniers vont en effet mettre aux voix une motion de soutien. Une délégation d'élus conduite par Gérard Piel était allée sur place dès l'annonce de la fermeture de l'usine.

Fralib : les salariés contestent le plan

La direction a remis ses arguments aux salariés de Gémenos hier. Un nouveau comité d'entreprise est prévu jeudi prochain

P. 5 et 31

